



TOUS EN GREVE LE 16 NOVEMBRE 2017 CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE

Les contre réformes dans la fonction publique territoriale, causées par les politiques d'austérité et menées depuis plusieurs années par les différents gouvernements au service de la finance, conduisent à une situation historiquement catastrophique dans nos collectivités.

Les conséquences pour les agents sont les mobilités forcées, un impact sur les conditions de travail, une remise en cause des régimes indemnitaires et de l'action sociale, des incertitudes sur le déroulement de carrière...

FORCE OUVRIERE dénonce le contenu des différentes lois qui remet en cause l'égalité républicaine, le statut et les garanties collectives et individuelles des personnels et en demande le retrait.

COMME SI CELA NE SUFFISAIT PAS LE GOUVERNEMENT EN RAJOUTE ET MET LES COLLECTIVITES SOUS TUTELLE !

Le gouvernement va contrôler l'évolution des dépenses de fonctionnement des 319 collectivités ayant les budgets les plus importants.

Cette mesure s'inscrit, sans le dire, dans le sens d'une baisse importante de la masse salariale et l'objectif de suppression de 70 000 postes d'agents dans la fonction publique territoriale.

**FO condamne et s'oppose à ce soi-disant
« pacte de confiance » qui va encore une fois peser sur les collectivités.**

**FO refuse que les agents publics soient
la variable d'ajustement des politiques d'austérité**

TOUS EN GREVE LE 16 NOVEMBRE IL N'Y A PAS DE REPUBLIQUE SANS SERVICE PUBLIC

C'est maintenant qu'il faut arrêter ces mesures et plans de destruction de nos droits !

C'est tous ensemble public/privé que nous pourrons faire reculer le gouvernement et obtenir satisfaction sur nos revendications !

Pour exiger :

- L'augmentation des salaires et de la valeur du point d'indice
- Pour l'amélioration des conditions de travail
- Les embauches sur des emplois statutaires afin de garantir et améliorer le service public local
- Le retrait des ordonnances Macron

Contre

- Le jour de carence
- La CSG et pour la défense de la sécurité sociale financée par le salaire différé
- Les attaques du statut général et des statuts particuliers
- Les mobilités forcées et déclassements dans le cadre des communes nouvelles et regroupements d'EPCI

**TOUS EN GREVE LE 16 NOVEMBRE
IL N'Y A PAS DE REPUBLIQUE SANS
SERVICE PUBLIC**